



**SOUTENIR, RAPPROCHER, PROGRESSER :
Ottawa réagit au femicide dans les relations intimes**

Rapport du forum

Comité d'étude de l'Ontario sur les décès dus à la violence
familiale : Ottawa réagit aux recommandations de 2004-2007

29 Avril 2009

Table des matières

1. INTRODUCTION.....	3
2. À PROPOS DU RAPPORT.....	3
3. PARTICIPATION.....	3
4. ORDRE DU JOUR.....	5
5. DIVISION EN GROUPES	6
5.1. Dépistage systématique	6
5.1.1. Ce qui a bien fonctionné	
5.1.2. Ce qui reste à combler	
5.2. Coordination des services	7
5.2.1. Ce qui a bien fonctionné	
5.2.2. Ce qui reste à combler	
5.3. Rencontre du droit pénal et du droit de la famille	7
5.3.1 Ce qui a bien fonctionné	
5.3.2 Ce qui reste à combler	
5.4. Le travail auprès des communautés marginalisées.....	8
5.4.1. Ce qui a bien fonctionné	
5.4.2. Ce qui reste à combler	
5.5. Éducation du public et sensibilisation.....	8
5.5.1. Ce qui a bien fonctionné	
5.5.2. Ce qui reste à combler	
5.6. Évaluation des risques de létalité.....	9
5.6.1. Ce qui a bien fonctionné	
5.6.2. Ce qui reste à combler	
6. PROCHAINES ÉTAPES.....	10

1. INTRODUCTION

Le forum **Soutenir, rapprocher et progresser : Ottawa réagit au femicide dans les relations intimes** a eu lieu le 29 avril 2009 à l'occasion de la Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels de 2009.

Nous désirons remercier particulièrement le Centre de la politique concernant les victimes, au ministère de la Justice, d'avoir subventionné ce forum.

Le forum a permis à plusieurs agences et organisations de se rencontrer pour discuter des recommandations 2004-2007 du Comité d'étude de l'Ontario sur les décès dus à la violence familiale. Le Comité d'étude sur les décès dus à la violence est un comité consultatif composé d'experts, établi sous l'autorité de la *Loi sur les coroners*, qui fait part au coroner en chef des résultats des investigations sur les décès dus à la violence familiale.

Le forum avait trois principaux objectifs :

1. Rassembler les parties prenantes de la communauté pour connaître le succès de la mise en pratique des recommandations du Comité d'étude à Ottawa.
2. Réfléchir à une stratégie à savoir comment répondre aux recommandations du Comité d'étude qui n'ont pas encore été mises en pratique.
3. Établir un réseau et partager des idées avec les principaux experts, collègues et partenaires communautaires.

2. À PROPOS DU RAPPORT

Ce rapport résume les présentations et recommandations faites par les conférenciers invités et les participants au forum sur ce qui fonctionne dans la collectivité d'Ottawa, et quels sont les vides à combler relativement aux recommandations de 2004-2007 du Comité d'étude sur les décès dus à la violence familiale.

Notre forum comportait six principaux points :

1. Dépistage systématique
2. Coordination des services
3. Rencontre du droit pénal et du droit de la famille
4. Le travail auprès des communautés marginalisées (Accent sur les femmes autochtones)
5. Éducation du public et sensibilisation
6. Évaluation des risques de létalité

3. PARTICIPATION

Plus de 140 personnes appartenant aux agences suivantes étaient présentes. Un grand merci à tous les participants :

Secteur communautaire
Campagne Voisins, amis et famille

Centre Youville
Chrysalis House
Centre des ressources de l'Est d'Ottawa
Family Services à la famille Ottawa
Garderies municipales – espaces d'urgence
Harmony House Family Services à la famille Ottawa
Initiatives des femmes pour la sécurité environnementale
Logement communautaire d'Ottawa
Minwaashin Lodge – Centre de soutien aux femmes autochtones
Nelson House of Ottawa-Carleton
Odawa Native Friendship Centre
Ontario's Missing Adults
Organisme communautaire des services aux immigrants d'Ottawa
Oshki Kizis Lodge
Ottawa Child/Youth Housing Advocacy Initiative
Parent Resource Centre
Pinecrest Queensway Community Health Centre
Service familial catholique
Services aux victimes d'Ottawa et Supportlink
Services pour femmes immigrantes d'Ottawa
Société canadienne de l'ouïe
Société de l'aide à l'enfance
Somerset West Community Health Centre
Western Ottawa Community Resource Centre
YMCA Programme de médiation communautaire

Secteur de la Justice et du Gouvernement

Bureau du procureur de la Couronne
GRC
Ministère de la Justice Canada : Centre de la politique concernant les victimes
Ministère des services sociaux et communautaires
Ministère du Procureur général
Office des affaires des victimes d'actes criminels
Ontario au Travail
Prévention du crime Ottawa
Ville d'Ottawa
Ville d'Ottawa, emploi et aide financière
Ville d'Ottawa, services sociaux
Service Canada
Service correctionnel du Canada
Service de police d'Ottawa, Unité d'aide aux victimes en situation d'urgence
Service de police d'Ottawa, Violence familiale

Secteur médical

Département de médecine familiale, Université d'Ottawa
Centre de santé-sexualité

Programme de partenariat périnatal de l'est et du sud-est d'Ottawa
Programme de soins aux victimes d'agressions sexuelles et d'abus par un partenaire
--Hôpital d'Ottawa
Santé publique Ottawa, Comment parler d'une saine sexualité

Secteur de l'éducation

Carleton University, Womyn for Change
Ottawa Catholic School Board
Université d'Ottawa
Université d'Ottawa, Institut pour la prévention de la criminalité

Plus sept (7) particuliers, membres de la communauté

4. ORDRE DU JOUR

Nous avons été très privilégiés d'avoir eu pour conférencière invitée M^{me} Myrna Dawson, membre du Comité d'étude de l'Ontario sur les décès dus à la violence familiale (CEDVF), professeure agrégée de l'Université de Guelph et présidente de la chaire de recherche du Canada en politiques publiques en justice pénale, qui nous a éclairés sur le CEDVF et ses recommandations.

Myrna a expliqué que l'objectif principal du CEDVF « est de mieux comprendre, d'intervenir et de favoriser la prévention de la violence familiale reliée aux décès, à l'aide d'un procédé qui n'attribue le blâme à aucun individu ou agence tout en reconnaissant que l'auteur de la violence est ultimement responsable du décès. Le CEDVF représente la seule possibilité qui existe actuellement pour nous de faire un retour en arrière et d'examiner nos erreurs » [traduction libre].

Le forum a invité six membres de la table ronde qui ont partagé des initiatives-clés ayant lieu à Ottawa sous nos six thèmes :

1. Richard Tomlinson, RN, BScN, CPMHN(C), coordonnateur du Programme de soins aux victimes d'agressions sexuelles et d'abus par un partenaire--Hôpital d'Ottawa. Richard a parlé de l'importance du **Dépistage systématique** à l'urgence de l'Hôpital d'Ottawa et de l'éducation du personnel médical à reconnaître les signes de violence familiale.
2. Vivian Lee Stewart, procureure adjointe de la Couronne. Vivian a traité de la **Coordination des services**. Elle a parlé du Programme d'intervention auprès des partenaires violents (PIPV) qui fait partie du Programme des tribunaux pour l'instruction des causes de violence conjugale au tribunal d'Ottawa, et de leur rôle dans les cas les plus à risque.
3. Lise Parent, Parent Carr avocats et conseillers juridiques. Lise a traité de la **Rencontre du droit pénal et du droit de la famille**, des questions telles que la garde d'enfant, du droit de visite et de la résidence matrimoniale.

4. Bernard Swords, Juge de paix. Bernard a traité de l'**Évaluation des risques de létalité** dans un contexte d'une enquête sur le cautionnement où le JP doit utiliser la prépondérance des probabilités pour établir les conditions du cautionnement.
5. Sarah Morris, Physical Education and Health teacher au Lester B. Pearson Catholic High School. Sarah a traité d'**Éducation du public et de sensibilisation** dans le contexte de son expérience de l'enseignement du "4th R (Relationships) Program" aux élèves de neuvième année lors des cours d'éducation physique.
6. Castille Troy, directrice générale, Minwaashin Lodge. Castille traite de la marginalisation en tant qu'étiquette qui conduit au détachement. Elle discute du haut taux de violence domestique chez les **femmes autochtones** et de l'importance de ne pas oublier les enfants autochtones qui en subissent les effets.

5. DIVISION EN GROUPES

Les participants ont eu l'occasion de choisir un groupe d'intérêt et de discuter avec leurs collègues des succès et des manques dans les initiatives entreprises à Ottawa. Les résumés suivants sont ceux des six groupes ainsi que leurs commentaires et suggestions à savoir comment Ottawa doit et peut avancer.

5.1. DÉPISTAGE SYSTÉMATIQUE

Tous les professionnels de première ligne travaillant avec les adultes et les enfants doivent se rappeler que la violence familiale peut mener à l'homicide d'un partenaire intime. Tous ces professionnels de première ligne doivent dépister tous les cas de violence domestique et être préparés à diriger les clients vers l'aide et les ressources appropriées lorsque nécessaire. (Veuillez voir nos feuilles de résumé pour une explication approfondie des recommandations du CEDVF.)

5.1.1. Ce qui a bien fonctionné

- Hôpital d'Ottawa : l'outil de dépistage systématique
- L'outil de dépistage de la Police d'Ottawa : *Ontario Domestic Assault Risk Assessment (ODARA)* (Évaluation du risque de violence familiale de l'Ontario)
- New Directions : favorise la sensibilisation et aide les agresseurs à assumer leur propre comportement.

5.1.2. Ce qui reste à combler

- Occasions de divulguer : les agences manquent de personnel, doivent se fier aux cliniques sans rendez-vous.
- Réponse à la divulgation : Une réponse cochée « non » peut vouloir dire « non divulgué » et pas nécessairement « pas de violence ».
- Procédé d'orientation : manque de suivi avec les clients, des agences ont adopté une mentalité de « renvoyer la balle » à cause du nombre élevés de cas.
- Formation pour les travailleurs de première ligne : à cause de la fréquente rotation de personnel, l'entraînement doit être continu.

- Les groupes marginalisés tels les partenaires du même sexe, les transsexuels et les femmes et enfants sans abri sont souvent oubliés.
- Les nouveaux-venus : le dépistage culturel peut être compliqué, normes de société inconnues, barrières linguistiques.
- Système judiciaire : juges, avocats et JP devraient avoir des sessions de formation pour être mieux informés sur la violence faite aux femmes.
- Besoin de services de communication pour les personnes malentendantes.

5.2. COORDINATION DES SERVICES

La coordination des services représente un besoin vital pour assurer aux femmes qui ont subi la violence d'un partenaire intime un service continu et sans faille. (Veuillez voir nos feuilles de résumé pour une explication approfondie des recommandations du CEDVF.)

5.2.1. Ce qui a bien fonctionné

- Un lien solide entre la VFF et la SAE
- *Shelternet*
- *P.A.S.T. Team*

5.2.2. Ce qui reste à combler

- Il est nécessaire d'avoir un financement annuel et continu pour coordonner les services au lieu du financement par projet qui existe actuellement.
- Davantage de formation intersectorielle sera nécessaire entre la CAS et la VFF.
- Les politiques de confidentialité et du respect de la vie privée limitent la coordination entre les agences.
- Bien que *Shelternet* ait été établi, nous avons toujours besoin de communiquer plus efficacement aux niveaux national, provincial et local.
- Les limites de *P.A.S.T. Team* : Ne se concerne pas des cas de non criminalité, ce qui fait que les défenseurs des droits et les femmes sont laissés pour compte. Une solution serait la création d'une équipe d'évaluation des cas non criminels à haut risque.

5.3. RENCONTRE DU DROIT PÉNAL ET DU DROIT DE LA FAMILLE

Des protocoles devront être développés afin de permettre à la police, aux avocats, et au personnel judiciaire de considérer la dynamique de la violence familiale. (Veuillez voir nos feuilles de résumé pour une explication approfondie des recommandations du CEDVF.)

5.3.1. Ce qui a bien fonctionné

- Aide juridique Ontario a établi des listes d'avocats de service pratiquant le droit de la famille.
- La Loi 133 et ses tentatives de criminaliser les infractions au tribunal de la famille

5.3.2. Ce qui reste à combler

- Les juges, les avocats et les avocats de service ont besoin de formation en violence domestique.

- Les juges, les avocats et la SAE doivent laisser tomber la neutralité envers la violence.
- La police ne pourra peut-être pas répondre à la charge de travail requise par la Loi 133.
- Réformer la *Loi sur le divorce* – une décision juridique est requise.
- La définition de la violence doit être agrandie pour aller au-delà du « physique ».
- Les évaluations qualifiées devraient comprendre une consultation avec des travailleurs VFF et la communauté.
- L'Aide juridique manque de ressources et requiert plus de financement.
- Plus d'accès supervisé et de ressources sont requis pour appuyer et éduquer les parents.

5.4. LE TRAVAIL AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS MARGINALISÉES

Il est nécessaire que des experts de la communauté développent les ressources et offrent une formation interculturelle. La compétence culturelle devrait représenter un élément obligatoire de tous les programmes de formation des travailleurs de première ligne. (Veuillez voir nos feuilles de résumé pour une explication approfondie des recommandations du CEDVF.)

5.4.1. Ce qui a bien fonctionné

- Programmes qui ont favorisé la communication et les communiqués de presse.
- Partenariats communautaires et consultation de la communauté
- *FN, I, M Initiative* (SAE)
- Formation en compétence culturelle, considérations culturelles telle que la nourriture
- Prendre l'initiative et établir un contact
- Motivation positive, justice réparatrice
- Respect (apprendre à la source)
- Implication des sages et sentiment d'appartenance

5.4.2. Ce qui reste à combler

- Amélioration des services de la police
- Planification stratégique nécessaire à établir les priorités
- Besoin de durabilité, de responsabilité et de continuité
- Des interprètes et autres besoins qui s'entrecroisent
- Davantage de formation pour les travailleurs de première ligne
- Culture/ nourriture/ traditions : plus que des nécessités de base, également spirituelles
- Action concrète telle que l'adoption des coutumes
- Réseau d'appui et communication nébuleuse
- Condescendance/divertissement
- Compétence culturelle superficielle et appropriation

5.5. ÉDUCATION DU PUBLIC ET SENSIBILISATION

La nécessité de mieux éduquer le public et les professionnels qui sont en contact avec les victimes et les auteurs de violence est évidente. (Veuillez voir nos feuilles de résumé pour une explication approfondie des recommandations du CEDVF.)

5.5.1. Ce qui a bien fonctionné

- Le personnel de *P.A.S.T.* a été engagé dans des réunions de cas.
- Entraîner l'entraîneur : Initiative *In Love and In Danger*
- Voisins, amis et famille : matériel en six langues /adaptation culturelle
- Utilisation des contacts : réseautage dans les écoles pour aborder des sujets ou idées intéressantes.
- *WISE* : Création de stratégies
- SAE : Le rayonnement a eu quelque répercussion dans les groupes confessionnels.
- Utiliser l'art dramatique en tant que moyen éducationnel
- La Campagne du ruban blanc
- New Directions : éduquer les agresseurs et les tenir responsables

5.5.2. Ce qui reste à combler

- *In Love and In Danger* : n'est pas obligatoire mais devrait être imposé à l'enseignant et aux étudiants, partout en Ontario.
- Éducation cohérente : cyberintimidation, intimidation à l'extérieur
- L'information sur la violence faite aux femmes est-elle distribuée ? Il nous faut identifier si l'info passe des professeurs aux étudiants.
- Manque dans la représentation culturelle : SAE
- L'attention à la violence dans les fréquentations à l'école élémentaire manque.
- Pas beaucoup de prévention : question difficile à aborder
- Les groupes / écoles / centres communautaires devraient avoir des conférences sur la VF.
- Peur de divulguer : langage utilisé / image des femmes violentées
- Préjugé : perception biaisée d'un agresseur ou d'une victime type
- Plus de ressources : engagement du gouvernement
- Le Canada a besoin d'une action politique : illusion internationale que les choses sont réglées ici.
- Incorporer des hommes sans miner la présence des femmes et la réalité de l'inégalité des sexes. Engager de jeunes hommes dans l'éducation publique.
- La section réservée aux membres dans le site Web de la COCVFF pourrait être ouverte à plus de gens.

5.6 Évaluation des risques de létalité

Savoir utiliser les outils d'évaluation du risque en évaluant des agresseurs et des femmes qui vivent la violence d'un partenaire intime est fortement recommandé. (Veuillez voir nos feuilles de résumé pour une explication approfondie des recommandations du CEDVF.)

5.6.1. Ce qui a bien fonctionné

- Programme d'évaluation de haut risque à l'Unité d'aide aux victimes en situation d'urgence
- Programme Voisins, famille et ami(e)s
- *Ontario Domestic Abuse Risk Assessment clinical version (ODARA)*
- Législation sur l'utilisation des outils d'évaluation du risque
- Collaboration de l'aide professionnelle

- Comité de liaison avec la communauté

5.6.2. Ce qui reste à combler

- On a besoin d'une variété d'outils continus et plus de flexibilité dans le choix des outils afin de pouvoir les appliquer à différents groupes.
- Rupture de communications entre professionnels / travailleurs de première ligne / et le système judiciaire
- Posséder différents outils et savoir les utiliser incite à la confiance.
- Questions de confidentialité (ce que la victime peut partager avec les agences) et l'information qu'elle peut partager avec les parties prenantes.
- Différents outils d'évaluation du risque utilisés par différentes agences (devraient-elles toutes utiliser le même)
- Différences culturelles : davantage d'éducation, surtout concernant les communautés autochtones.
- Accusation double (victimes traitées en agresseurs)
- Établir la confiance pour créer une évaluation du risque
- ODARA se base sur les formulaires du maintien de l'ordre (alors le risque semble peu élevé si la police n'est pas impliquée). Nous savons que plusieurs femmes / victimes ne font pas de déclaration à la police. Cette méthode n'est donc pas représentative.
- Commencer les programmes d'éducation sur la violence dans les fréquentations et l'égalité des sexes chez les plus jeunes, même avant la 9^e année.

6. PROCHAINES ÉTAPES

La question se pose maintenant : « Quelles est notre prochaine étape ? »

Le rapport qui suit servira de guide à notre Comité consultatif et au Comité Justice de la COCVFF.

Nous espérons avoir établi un plan d'action au début de 2010 où la consultation communautaire pourra de nouveau être favorisée. Nous ferons en sorte que la communauté soit informée de nos progrès en utilisant la page d'accueil de notre site Web. www.octevaw-cocvff.ca

Nous désirons remercier chacun de vous d'avoir participer à notre forum en exprimant vos préoccupations et en partageant vos idées ! Si vous-même ou votre agence désirez participer à un des comités ci-haut, veuillez entrer en communication avec une de nos coprésidentes :

Erin Williams
Directrice générale
613-725-3601 x105
ed@octevaw-cocvff.ca

Christine Culham-Keays
Directrice générale, Services aux victimes d'Ottawa
613-238-2762 x222
ed@ovs-svo.com